



Distribution: Générale

Date: 15 février 2017

Original: Anglais

* Nouvelle parution pour raisons techniques

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2017/7/1*

Plans stratégiques de pays

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Plan stratégique de pays – Bangladesh (2017–2020)

Durée	46 mois, mars 2017– décembre 2020
Coût total pour le PAM	201 623 010 dollars
Marqueur de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

Résumé

Le Bangladesh a accédé au statut de pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) en 2015 et il entre dans l'ère des objectifs de développement durable avec une base solide, compte tenu des progrès qu'il a accomplis ces dernières décennies en matière de réduction de la pauvreté, de la faim et de la dénutrition.

De nombreux instruments de politique générale contribuent à créer un environnement propice, et de nouveaux programmes appuyés par des réformes, notamment en matière de protection sociale, sont susceptibles de faire baisser les niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition, qui restent élevés et concernent une proportion importante de la population.

L'action conduite par le PAM au Bangladesh pendant la période 2017–2020 aidera le pays à éliminer la faim et à réduire la malnutrition d'ici à 2030 grâce à l'obtention de quatre effets directs stratégiques: i) les groupes vulnérables en milieu rural et en milieu urbain bénéficient des activités menées en vue d'améliorer les indicateurs nutritionnels conformément aux cibles nationales d'ici à 2020; ii) la sécurité alimentaire et la nutrition des populations les plus vulnérables de Cox's Bazar, de Chittagong Hill Tracts et des zones touchées par des catastrophes sont améliorées; iii) des approches novatrices visant à renforcer la résilience des ménages en situation d'insécurité alimentaire soumis à des perturbations d'origine climatique sont validées d'ici à 2020; iv) le système d'intervention en cas de catastrophes naturelles de grande ampleur est en mesure de réagir avec des coûts et des délais réduits.

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaatrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaatrud@wfp.org

Mme C. Räder
Directrice de pays
courriel: christa.rader@wfp.org

Compte tenu de la volonté affichée par le Gouvernement et de l'appui institutionnel et financier accru en faveur du développement, le présent plan stratégique de pays traduit un recentrage de l'action du PAM, puisque la majeure partie de la valeur ajoutée apportée par le PAM tiendra au rôle de catalyseur et de soutien qu'il jouera vis-à-vis des solutions nationales au problème de la faim, ce qui contribuera à optimiser l'impact et l'utilisation des ressources. L'accent sera mis sur l'assistance technique, la participation à l'élaboration de politiques, la sensibilisation et la collecte de données factuelles, en vue d'accélérer la mise en œuvre des politiques et d'optimiser la gouvernance, l'efficacité et l'efficacités des initiatives nationales visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes les plus vulnérables. Cette approche est cohérente avec le nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et les activités des autres organismes des Nations Unies.

L'assistance directe concernera essentiellement les interventions apportant un soutien aux populations particulièrement vulnérables, comme les réfugiés et les minorités ethniques, et l'expérimentation de modèles d'assistance novateurs. Les interventions d'urgence continueront de faire partie du portefeuille d'activités. La programmation conjointe avec les autres organismes des Nations Unies sera privilégiée et des partenariats stratégiques seront établis, notamment avec des instituts de recherche et le secteur privé.

La mise en œuvre du présent plan stratégique de pays demandera l'apport de changements au modèle opératoire du PAM et une gestion des risques efficace. Le plan stratégique de pays a été élaboré sur la base des résultats de l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Bangladesh, réalisé à la demande du PAM, et de consultations avec le Gouvernement, le personnel du PAM et les partenaires.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Bangladesh (2017–2020) (WFP/EB.1/2017/7/1*), pour un coût total pour le PAM de 201,6 millions de dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Bangladesh a accédé au statut de pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) en 2015 et il entre dans l'ère des objectifs de développement durable (ODD) avec une base solide, compte tenu des progrès importants qu'il a accomplis s'agissant de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'éducation primaire pour tous, la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et la réduction de la mortalité infantile et maternelle. Toutefois, les disparités entre zones géographiques, entre zones rurales et zones urbaines, entre hommes et femmes et entre riches et pauvres persistent, ainsi que les risques d'ordre politique et environnemental.
2. Après des décennies de progression régulière, la croissance économique annuelle du Bangladesh s'est élevée en moyenne à 6 pour cent ces dernières années. En pleine période de transition démographique due à une baisse de la fécondité, le revenu national brut par habitant a atteint 1 190 dollars en 2015, soit cinq fois plus qu'en 1980. Entre 1992 et 2010, l'incidence de la pauvreté a reculé de 56,7 à 31,5 pour cent, et celle de l'extrême pauvreté de 41,1 à 17,6 pour cent. Selon les projections, cette tendance devrait se poursuivre.
3. Avec une population de 160 millions d'habitants, le Bangladesh est le septième pays le plus peuplé du monde et il affiche la plus forte densité démographique, à l'exclusion des villes-états. Il accueille entre 300 000 et 500 000 personnes qui ont fui les vagues de violence successives ayant touché le nord de l'État de Rakhine au Myanmar.
4. Les deux tiers de la population vivent en milieu rural, mais la migration urbaine s'accélère du fait de la forte pression démographique, de l'accroissement du nombre de paysans sans terres et de l'attraction des emplois du secteur de l'exportation dans les zones urbaines. Selon les prévisions, la moitié de la population sera concentrée dans des villes d'ici à 2035, ce qui alourdira la demande en termes d'infrastructures et de services, en particulier dans les bidonvilles où vivent 70 pour cent de la population urbaine.
5. Le Bangladesh se situe dans la baie du Bengale où les cyclones sont fréquents, et sa faible altitude le rend particulièrement sensible aux effets du changement climatique; entre 30 et 50 pour cent du pays subissent tous les ans des chocs climatiques, et la fréquence et la gravité des catastrophes naturelles devraient augmenter. Le pays étant situé près de plaques tectoniques actives, le risque de séismes est élevé, et l'état de préparation des villes face à ce type de catastrophe suscite des préoccupations.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'ODD 2

6. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition mené en 2016 au Bangladesh a permis de mettre en lumière les progrès importants qui ont été réalisés ces dernières décennies, et aussi de recenser les défis qui continuent de se poser s'agissant d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, et de promouvoir une agriculture durable, conformément à l'ODD 2.

Progrès vers la réalisation des cibles de l'ODD 2

7. *Accès à la nourriture.* La hausse de la production a fortement amélioré la disponibilité des aliments, en particulier le riz. Cependant, bien que le Bangladesh ait atteint l'autosuffisance alimentaire au niveau agrégé et ait affiché une croissance économique impressionnante au niveau national, l'accès aux aliments reste difficile. Une partie importante de la population pauvre n'a toujours pas les moyens d'accéder à un régime alimentaire convenable.
8. Avec un taux de 16,4 pour cent, la prévalence de la sous-alimentation a diminué de moitié au cours des 25 dernières années mais, selon les estimations, 26 millions de personnes sont encore sous-alimentées. Par ailleurs, selon le score 2014 de l'échelle liée à l'insécurité alimentaire (accès) des ménages, un quart de la population est en situation d'insécurité alimentaire¹. Sur ces

¹ L'indice de la sous-alimentation associe les mesures de la disponibilité des aliments et les données relatives à la répartition des revenus et de l'apport calorique. L'échelle liée à l'insécurité alimentaire (accès) des ménages regroupe plusieurs dimensions de l'insécurité alimentaire telle qu'elle est vécue par un ménage.

- 40 millions de personnes, 11 millions souffrent de faim aiguë et nombreuses sont celles qui sont exposées à l'insécurité alimentaire du fait de chocs périodiques.
9. Les progrès observés au cours de la dernière décennie ont varié selon les groupes de richesse, la sécurité alimentaire ayant progressé plus lentement dans les groupes pauvres que dans les groupes plus aisés. En période de pénurie alimentaire dans un ménage, notamment après une catastrophe naturelle, ce sont les femmes et les filles qui réduisent leur apport alimentaire plus souvent et plus précocement que les hommes et les garçons.
 10. La lenteur de l'amélioration de la qualité et de la diversité des régimes alimentaires au cours des 15 dernières années constitue un autre sujet de préoccupation. Le riz demeure l'aliment prédominant: dans un ménage rural moyen, le riz fournit 71 pour cent de l'apport énergétique et dans les ménages du quintile le plus pauvre, ce chiffre atteint 78 pour cent.
 11. *Nutrition.* Entre 1997 et 2007, le Bangladesh a obtenu des réductions très rapides et de longue durée dans le domaine de la dénutrition infantile, mais le pays reste confronté à des fardeaux nutritionnels dont le coût est estimé à 1 milliard de dollars en pertes de productivité annuelles, et davantage en coûts sanitaires.
 12. Pour ce qui concerne la malnutrition aiguë et la malnutrition chronique, les taux de retard de croissance et d'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans restent proches des seuils critiques fixés par l'Organisation mondiale de la Santé. L'émaciation touche 2,2 millions d'enfants – soit 14 pour cent – et le retard de croissance, qui nuit au développement cognitif et physique et a des conséquences négatives sur l'achèvement des études, la productivité à l'âge adulte et la capacité de génération de revenus durant toute la vie, frappe 5,5 millions d'enfants – soit 36 pour cent. Le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est plus fréquent dans le quintile de la population la plus pauvre et dans les bidonvilles, où il touche 50 pour cent de ces enfants. Le recul annuel de 2,5 pour cent du retard de croissance, enregistré entre 2007 et 2014, est très en deçà des 5,3 pour cent nécessaires pour atteindre les cibles fixées aux niveaux national et international.
 13. L'un des facteurs clés du retard de croissance, l'insuffisance pondérale à la naissance dont souffrent 38 pour cent des nouveaux nés, n'a diminué que marginalement au fil du temps. Les principales raisons en sont le taux de grossesse chez les adolescentes qui reste élevé car la culture du mariage précoce prévaut et concerne 50 pour cent des filles de moins de 18 ans.
 14. L'adoption des pratiques recommandées d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants a progressé lentement. Le taux d'allaitement au sein exclusif est de l'ordre de 50 pour cent, et la durée moyenne de ce type d'allaitement est inférieure à trois mois. Les pratiques d'alimentation complémentaire sont peu suivies: seuls 23 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent un apport alimentaire dont la diversité et la fréquence conviennent.
 15. Les carences en micronutriments demeurent très répandues et constituent un facteur du risque élevé de maladies et de développement sous-optimal. Un enfant sur cinq souffre de carence en vitamine A, et un enfant sur trois de carence en vitamine B12. La carence en zinc est courante, et un tiers des enfants d'âge préscolaire et la moitié des femmes enceintes sont anémiés. La dénutrition et les carences en micronutriments sont également répandues parmi les adolescentes².
 16. *Systèmes alimentaires durables.* Le changement climatique pourrait compromettre la durabilité des systèmes alimentaires parce que la production végétale risque de diminuer de 30 pour cent d'ici à la fin du siècle tandis que l'érosion du territoire national progresse, la superficie des exploitations diminue et la migration s'accélère. Selon une récente étude du PAM, les perturbations et les chocs d'origine climatique ont des effets néfastes sur la sécurité alimentaire et la nutrition: les prix des denrées alimentaires dans les communautés victimes d'inondations ou de cyclones continuent d'augmenter jusqu'à neuf mois après la survenue de la catastrophe, tout comme l'émaciation. Les hausses de prix potentielles constituent toujours une source de préoccupations importante pour les citoyens pauvres.

² En 2012, 30 pour cent des adolescentes étaient de petite taille et 11 pour cent souffraient d'insuffisance pondérale.

Environnement macroéconomique

17. La remarquable croissance économique de ces dernières années est attribuée aux facteurs suivants: i) les réformes économiques structurelles favorisant le développement du secteur privé; ii) la deuxième industrie mondiale du vêtement destiné à l'exportation, qui fait vivre 25 millions de personnes; iii) les nombreuses offres de micro-crédit qui ont stimulé l'entrepreneuriat rural, notamment parmi les femmes; iv) les fonds considérables envoyés par les travailleurs migrants; v) l'aide publique au développement; vi) l'investissement étranger direct.
18. Le septième plan quinquennal (2016–2020), qui énonce les objectifs de développement sous-tendant la concrétisation de la Vision du Gouvernement pour 2021, à savoir accéder au statut de pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure), vise une croissance du produit intérieur brut de 7,4 pour cent par an. La croissance économique s'est avérée résiliente face aux chocs, aux catastrophes naturelles et aux troubles politiques, mais la polarisation politique et les problèmes de sécurité persistants constituent une source d'incertitudes économiques pour le Bangladesh.

Principaux liens intersectoriels

19. Le recul de la pauvreté a considérablement contribué aux avancées en matière de sécurité alimentaire. L'élimination de l'extrême pauvreté (ODD 1) demeure un axe fondamental du plan quinquennal, mais le coefficient de Gini, qui s'établit à 0,32, témoigne de fortes inégalités qui se traduisent par la répartition inégale des gains sociaux parmi les différents groupes de richesse et indique qu'il faut réduire les inégalités grâce à une croissance inclusive favorable aux pauvres, ce à quoi le Gouvernement s'est engagé.
20. L'expansion dans le domaine de l'enseignement (ODD 4) a été marquée, mais certains éléments restent préoccupants, notamment la qualité de l'enseignement et les taux d'abandon élevés car un nombre croissant de jeunes garçons quittent l'école pour travailler. La scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire est passée de 47 à 57 pour cent entre 2008 et 2012, signe que les futures mères instruites sont plus nombreuses que jamais. C'est un élément important car ces filles et ces femmes seront vraisemblablement plus ouvertes aux conseils en matière de changement de comportement – on sait que le niveau d'instruction des mères est associé à l'amélioration des résultats intergénérationnels en matière de nutrition et à la réduction du retard de croissance. L'absence d'installations sanitaires distinctes pour les garçons et pour les filles, et la forte incidence du harcèlement sexuel et des atteintes sexuelles dans les lieux publics favorisent l'abandon scolaire chez les filles.
21. Malgré la progression rapide du niveau d'instruction et les changements politiques en faveur des femmes, les normes juridiques et sociales préjudiciables qui prévalent dans cette société patriarcale font obstacle à l'égalité des sexes (ODD 5). Le statut social inférieur des femmes et des filles au Bangladesh transparaît dans son classement au 107^{ème} rang selon l'indice de développement de genre et au 115^{ème} rang selon l'indice d'inégalités de genre. Les violences contre les femmes sont également très répandues: 73 pour cent des femmes subissent des violences familiales au cours de leur vie.
22. Selon une enquête nationale récente, l'autonomisation des femmes a progressé dans toutes les dimensions de l'Indice pour l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, et dans l'ensemble du pays. C'est une donnée encourageante car l'autonomisation des femmes est un facteur majeur de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Cependant, si le pays veut atteindre l'ODD 2, des efforts beaucoup plus importants doivent être consentis pour lutter contre les contraintes sociales et les pratiques discriminatoires qui limitent la libre circulation des femmes dans la sphère publique, leurs interactions sociales et économiques et leurs prises de décisions au sein du ménage. Une étape fondamentale consiste à mettre fin à la pratique des mariages et des grossesses précoces.

1.3 Lacunes et problèmes

23. Il existe une série complète d'instruments sectoriels et intersectoriels intéressant l'ODD 2, et la première politique nationale relative à l'alimentation scolaire est en cours de formulation. Globalement, les progrès en matière de mise en œuvre des politiques sont lents et se heurtent à des problèmes de gouvernance; les politiques et les stratégies urbaines sont totalement absentes.

24. Du point de vue de la protection sociale, les dépenses et la couverture ont augmenté mais la plupart des filets de sécurité manquent d'efficacité pour ce qui est de réduire la pauvreté et de permettre aux populations pauvres de faire face aux chocs. L'examen stratégique a montré que plusieurs facteurs étaient à l'origine de cette situation: inaptitude des filets de sécurité et des interventions apparentées à cibler les plus démunis, faible valeur des transferts, problèmes de gouvernance et systèmes de planification, de mise en œuvre, de coordination et de suivi défectueux. Les bidonvilles sont en grande partie ignorés par le système de protection sociale général, alors qu'ils exigent une attention particulière.
25. En ce qui concerne la prévention de la malnutrition, il faut redoubler d'efforts pour que les dispositifs de protection sociale et toutes les stratégies, politiques et programmes pertinents prennent correctement en compte les objectifs de nutrition. Malgré un engagement explicite en faveur du traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée dans les centres de santé communautaires, l'accès aux traitements thérapeutiques reste limité.
26. La relance d'un organe de surveillance relevant du Bureau du Premier ministre devrait améliorer la coordination des activités nutritionnelles, qui pâtissent actuellement de la fragmentation des responsabilités entre plusieurs ministères, entraînant chevauchements et lacunes.
27. Le traitement des réfugiés est inégal. Sur les 300 000 à 500 000 personnes venant du Myanmar qui cherchent refuge au Bangladesh, 34 000 sont officiellement enregistrées en qualité de réfugiés. Elles sont accueillies dans deux camps et reçoivent la protection et l'assistance du Gouvernement et de la communauté internationale, mais les restrictions rigoureuses imposées à la libre circulation en dehors des camps limite leur participation licite à des activités de subsistance et leurs perspectives d'autosuffisance.
28. Cependant, la grande majorité des réfugiés ne sont pas enregistrés et vivent dans des sites de fortune ou parmi la population hôte, et sont donc exclus des services sociaux, des filets de sécurité et des possibilités de développement. En vertu de la loi sur les étrangers, ces personnes sont considérées comme des "immigrants illégaux" et sont à ce titre exposées aux violations des droits de l'homme.
29. Des solutions durables ont peu de chance de voir le jour malgré le changement de gouvernement intervenu au Myanmar en 2016 et la mise en place d'une commission consultative internationale chargée de résoudre la crise dans l'État de Rakhine, où les tensions intercommunautaires ne montrent aucun signe d'apaisement et les récentes violences ont déstabilisé un peu plus la situation. La stratégie élaborée par le Gouvernement bangladais en 2014 pour traiter le problème des réfugiés du Myanmar et des ressortissants du Myanmar sans papiers est axée sur la sécurité nationale: elle reconnaît qu'il faut fournir une assistance humanitaire de base mais exclut toute perspective d'autosuffisance. Les programmes de réinstallation des réfugiés ont été interrompus en 2010 afin de décourager de nouvelles arrivées.

1.4 Priorités du pays

Priorités du Gouvernement

30. Le Gouvernement s'emploie à élaborer des plans d'action sectoriels qui soient compatibles avec les cibles du septième plan quinquennal afin d'axer l'action menée au niveau national sur la réalisation des ODD. Les priorités qui se font jour en lien avec l'ODD 2 sont les suivantes:
 - i) renforcement des filets de sécurité conformément à la stratégie nationale de sécurité sociale afin d'améliorer l'accessibilité et l'utilisation des produits alimentaires;
 - ii) mise en œuvre de la politique nutritionnelle en vue de réduire le retard de croissance de 36 à 25 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans, et l'insuffisance pondérale de 32 à 20 pour cent, d'ici à 2020.
31. La politique alimentaire nationale de 2006, qui constitue le cadre de la planification dans le domaine de la sécurité alimentaire, vise à garantir:
 - i) la sécurité alimentaire au moyen d'une offre suffisante et stable d'aliments sains et nutritifs;
 - ii) un pouvoir d'achat plus important et un accès amélioré aux aliments;
 - iii) une nutrition adéquate, en particulier pour les femmes et les enfants.Les plans d'action et d'investissement associés, actuellement en cours de révision, définissent les cibles et les indicateurs et indiquent les priorités d'investissement.

32. La politique nutritionnelle nationale de 2015 donne la priorité à l'amélioration de la nutrition en ce qui concerne les femmes, les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les groupes vulnérables; elle favorise le développement grâce à une alimentation saine et au relèvement du niveau de vie. Le plan d'action national connexe donne la priorité aux interventions agricoles et aux initiatives spécifiquement axées sur la nutrition, en vue de garantir à tous un régime alimentaire sain et de mettre en œuvre des programmes à dimension nutritionnelle dans le domaine de la protection sociale, de l'autonomisation des femmes et de la gestion des catastrophes; le plan met aussi l'accent sur l'obtention de données factuelles, la collaboration intersectorielle et le renforcement des systèmes de gestion des données.
33. La stratégie nationale de sécurité sociale de 2015 vise à réformer le système national de protection sociale en privilégiant le soutien des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, en élargissant la couverture urbaine et en renforçant le volet intervention en cas de catastrophe. La stratégie prévoit la réorganisation de 140 filets de sécurité dans cinq programmes de base, selon une approche fondée sur le cycle de vie et centrée sur la grossesse et la petite enfance, l'âge scolaire, l'âge de travailler et le troisième âge, et l'invalidité. Les programmes envisagés pour aider les enfants et les femmes vulnérables constituent potentiellement de bons moyens d'obtenir des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Système des Nations Unies et autres partenaires

34. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour la période 2017-2020 opère un recentrage stratégique en privilégiant le rôle normatif des Nations Unies et en formulant les résultats ayant trait aux personnes en termes d'égalité sur le plan des droits, de l'accès et des possibilités, à la planète en termes de promotion d'un environnement durable et résilient, et à la prospérité en termes de croissance économique partagée et sans exclusive.
35. Les objectifs suivants contribuent à la réalisation de l'ODD 2: i) amélioration des politiques et des programmes sociaux; ii) renforcement de la résilience; iii) amélioration des possibilités offertes aux femmes et aux groupes défavorisés de contribuer au progrès économique et d'en tirer parti. Les progrès accomplis pour atteindre les cibles fixées en matière d'alimentation complémentaire et de diversité des apports alimentaires feront l'objet d'un suivi.
36. Les organismes ayant leur siège à Rome, dont les cadres de programmation restent valables jusqu'à la fin de 2018, font partie des nombreux acteurs qui contribuent directement ou indirectement à la réalisation de l'ODD 2. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fournit une assistance technique et met en œuvre des opérations en vue de: i) réduire la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en optimisant l'accessibilité et l'utilisation des produits alimentaires; ii) faire progresser la productivité agricole; iii) améliorer les liens avec les marchés, la création de valeur ajoutée, ainsi que la qualité et la sécurité sanitaire dans les systèmes alimentaires; iv) améliorer les technologies; v) renforcer la résilience des communautés face aux chocs.
37. Les objectifs stratégiques du Fonds international de développement agricole (FIDA) visent à faire en sorte que: i) les moyens d'existence des personnes démunies vivant dans des zones vulnérables soient adaptés au changement climatique; ii) les petits producteurs et les petits entrepreneurs soient intégrés dans des filières renforcées et jouissent d'un meilleur accès au marché; iii) les groupes marginalisés, comme les femmes rurales pauvres, deviennent autonomes sur les plans économique et social.
38. En 2016, la Banque mondiale a annoncé l'engagement d'une somme de 3 milliards de dollars en faveur de la réduction du retard de croissance et de l'adaptation au changement climatique. Elle participe aussi aux actions suivantes: i) amélioration des systèmes sous-tendant certains des plus importants filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire; ii) mise à l'essai du programme de soutien des revenus ciblant les plus pauvres, qui associe les transferts monétaires assortis de conditions en faveur des mères d'enfants de moins de 5 ans et le renforcement des capacités des administrations locales; iii) appui à une protection sociale réactive face aux chocs; v) promotion de la résilience en milieu urbain.

39. Les innombrables organisations non gouvernementales (ONG) et leurs réseaux présents dans l'ensemble du pays ont démontré leur efficacité s'agissant de promouvoir des améliorations dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de l'agriculture, de la santé, de l'assainissement et de l'autonomisation des femmes. Les programmes mis en œuvre par des ONG locales comprennent d'importants filets de sécurité publics et la conduite de plaidoyers à haut niveau. Les programmes de grande envergure de la plus grande ONG et organisation de développement au monde – BRAC (anciennement Comité du Bangladesh pour le progrès rural) – contribuent considérablement au développement économique et social, ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Bangladesh. La plateforme citoyenne pour les ODD, une initiative de la société civile lancée en 2016, vise à renforcer la reddition de comptes au regard de la réalisation des ODD.
40. Les investissements privés devraient représenter 80 pour cent du coût du septième plan quinquennal, estimé à 409 milliards de dollars. Les entreprises du secteur privé pourraient contribuer à agir sur un certain nombre de facteurs qui font obstacle à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et notamment améliorer la disponibilité des aliments complémentaires ou enrichis. Il s'agit notamment de la Chambre de commerce du Bangladesh et des grandes sociétés du secteur alimentaire.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

41. Depuis 2011, le portefeuille d'activités du PAM privilégie le développement des capacités institutionnelles et réduit progressivement l'exécution directe des opérations. Des évaluations indépendantes ont permis de constater que cette orientation était appropriée compte tenu de l'évolution de la situation du pays; elles ont aussi mis en évidence les résultats obtenus grâce aux initiatives d'assistance technique du PAM et recommandé leur poursuite.
42. En particulier, le PAM a aidé le Ministère des affaires féminines et de l'enfance à améliorer la conception, l'efficacité et l'efficacité du programme de développement en faveur des groupes vulnérables, un filet de sécurité national qui soutient 750 000 femmes rurales vulnérables. Selon l'examen stratégique, le nouveau modèle du programme avec ses éléments à dimensions nutritionnelle et promotionnelle était susceptible d'améliorer durablement la sécurité alimentaire des femmes vulnérables ainsi que la nutrition de ces femmes et de leurs familles.
43. De même, l'assistance technique fournie au Ministère de l'enseignement primaire et de l'éducation de masse pour le programme national d'alimentation scolaire dans les zones sujettes à la pauvreté, qui a été lancé en 2010, a permis d'améliorer la conception, la mise en œuvre, le suivi, l'établissement des rapports et la reddition des comptes.
44. Le PAM collabore avec des partenaires des secteurs public et privé depuis 2013, pour appuyer l'établissement de normes nationales de qualité des aliments et la production locale de riz enrichi et la mise en place des capacités de transformation correspondantes. Le PAM a aussi favorisé l'emploi du riz enrichi dans le programme national de développement en faveur des groupes vulnérables et les programmes de repas scolaires; cette initiative a donné des résultats prometteurs s'agissant de réduire les carences en micronutriments à grande échelle.
45. Les constatations de l'évaluation concernant le rôle opérationnel du PAM ont été mitigées. La longue expérience et la solide réputation du PAM pour ce qui est de la fourniture rapide et ciblée d'assistance d'urgence aux personnes les plus vulnérables touchées par des catastrophes naturelles ont été reconnues. Cependant, l'évaluation a relevé l'adoption réduite du traitement de la malnutrition aiguë modérée reposant sur l'alimentation et l'insuffisance du soutien des donateurs en faveur des programmes Espèces contre travail et Espèces pour la formation, compte tenu des questions suscitées par la pertinence de cette approche dans un pays à revenu intermédiaire. L'évaluation a recommandé d'adopter de nouvelles approches pour améliorer la nutrition et la résilience, par exemple en produisant des données factuelles à des fins de plaidoyer, un domaine signalé comme faisant partie des points forts.

46. Les participants à la mission d'évaluation conjointe de 2016 ont estimé que la nouvelle approche intégrée qui a été adoptée par le PAM pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans le district de Cox's Bazar et qui concerne des réfugiés enregistrés et non enregistrés et des populations hôtes vulnérables, offrait des perspectives intéressantes, et ils ont recommandé de l'étendre à de nouveaux sous-districts et d'inclure les personnes vivant dans des sites de fortune.

2.2 Potentialités pour le PAM

47. Des programmes de protection sociale conçus, mis en œuvre et suivis en tenant compte de la dimension nutritionnelle constituent de bons moyens d'amplifier les effets directs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Les dépenses de protection sociale s'élèvent en moyenne à 3,3 milliards de dollars, soit 12 pour cent des dépenses publiques annuelles. En 2010, 8 millions de ménages – soit 24 pour cent – bénéficiaient de programmes de filets de sécurité. Compte tenu de leur ampleur et de leur portée, ces programmes sont susceptibles d'avoir un impact à grande échelle, mais il faut s'efforcer de les mettre en conformité avec les réformes prévues par la stratégie nationale de sécurité sociale. L'examen stratégique a permis de dégager clairement le rôle que peut jouer le PAM pour accroître la dimension nutritionnelle de ces programmes et améliorer leur efficacité et leur efficacité.
48. L'examen a souligné le rôle joué par le PAM pour l'introduction du riz enrichi dans le programme de développement en faveur des groupes vulnérables et a recommandé de recourir davantage aux filets de sécurité nationaux appuyés par une aide alimentaire pour fournir du riz enrichi aux populations vulnérables, s'agissant d'un moyen économique de lutter contre les carences en micronutriments et les pathologies associées.
49. L'alimentation scolaire a montré qu'elle constituait une mesure de protection sociale puissante pour lutter contre la faim chez les enfants des ménages en situation d'insécurité alimentaire; l'examen stratégique a fait apparaître qu'elle contribuait à améliorer la probabilité d'obtenir des résultats positifs en matière de nutrition au profit des générations futures. Le Gouvernement a indiqué qu'il entendait élargir l'alimentation scolaire au-delà des 2,5 millions d'écoliers du primaire qui en bénéficient actuellement et de transformer le programme qui reposait essentiellement sur la distribution de biscuits en un programme de repas scolaires. Le PAM est bien placé pour appuyer la concrétisation de ces projets.
50. Les résultats du premier recensement des Rohingyas au Bangladesh, qui doivent être communiqués début 2017, devraient orienter la conception d'une protection renforcée et d'une assistance élargie, en particulier à l'intention de ceux qui vivent dans des sites de fortune, comme le prévoit la stratégie nationale. Les initiatives conjointes des Nations Unies qui sont prévues proposeront et fourniront une assistance multisectorielle susceptible d'avoir des incidences porteuses de transformation pour les groupes les plus vulnérables des districts de Cox's Bazar et de Chittagong Hill Tracts.
51. La mission d'évaluation conjointe a fourni au PAM l'occasion de restructurer son assistance. Les participants ont recommandé: i) la conduite d'un plaidoyer pour la levée des restrictions concernant la libre circulation des réfugiés et leur droit de travailler, et pour l'élargissement de l'assistance à tous les groupes vulnérables indépendamment de leur statut; ii) une transition vers l'assistance ciblée dans les camps en fonction des profils établis, en vue d'équilibrer les futures interventions de manière à ce qu'elles profitent de manière égale aux réfugiés et aux communautés hôtes vulnérables; iii) la mise en place d'interventions d'appui aux moyens d'existence aux fins du renforcement de l'autosuffisance.
52. Le Bangladesh a considérablement renforcé ses capacités d'intervention d'urgence, mais une importante assistance internationale serait néanmoins nécessaire en cas de catastrophe de grande ampleur. Compte tenu de ses compétences reconnues en matière d'interventions d'urgence de grande ampleur et de son rôle de chef de file dans la chaîne d'approvisionnement humanitaire, le PAM est bien placé pour renforcer l'état de préparation au niveau national et coordonner les activités des partenaires humanitaires.

2.3 Réorientations stratégiques

53. Compte tenu de la volonté affichée par le Gouvernement et du renforcement des capacités institutionnelles et financières dont il dispose pour appuyer le développement dans le cadre de programmes de grande ampleur, la valeur ajoutée apportée par le PAM sera maximale lorsqu'il jouera un rôle de catalyseur et de soutien vis-à-vis des solutions nationales au problème de la faim plutôt qu'un rôle d'exécutant.
54. Le PAM va donc développer son rôle consultatif et son rôle lié au partage des connaissances auprès des organismes publics qui œuvrent à la réalisation des cibles de l'ODD 2. L'assistance technique, la production de données factuelles et le plaidoyer étayeront la formulation et la mise en application des politiques et contribueront à optimiser l'efficacité et l'efficacités des initiatives nationales visant à garantir aux groupes les plus vulnérables la sécurité alimentaire ainsi qu'une meilleure nutrition.
55. Désormais, l'amélioration de la nutrition et de la résilience s'appuiera essentiellement sur le renforcement du plaidoyer et de la coordination en faveur d'une approche multisectorielle de la nutrition et sur l'expérimentation et la validation d'approches novatrices en matière de résilience.
56. Le rôle opérationnel du PAM sera limité à l'assistance d'urgence en cas de catastrophes naturelles, et à l'exécution de programmes polyvalents intégrés dans les initiatives des Nations Unies menées dans les districts de Cox's Bazaar et de Chittagong Hill Tracts. Le présent plan stratégique de pays (PSP) favorisera un ciblage de l'assistance dans Cox's Bazar fondée sur la vulnérabilité plutôt que sur le statut de réfugié, conformément au principe d'harmonisation du soutien entre les différents groupes de population.
57. Cette approche devrait permettre d'optimiser l'impact des interventions du PAM et l'utilisation des ressources financières. Elle est cohérente avec l'approche du PNUAD qui met l'accent sur le renforcement des capacités du Gouvernement et de la société civile aux fins de l'obtention des résultats fixés en matière de développement et sur la réduction des interventions des Nations Unies, qu'il s'agisse d'apporter une aide en cas de catastrophes naturelles ou qu'il s'agisse de promouvoir l'équité parmi les populations vulnérables comme les minorités ethniques et les réfugiés.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

58. Le présent PSP constitue le cadre de la stratégie, des programmes et de la gouvernance du PAM au Bangladesh; il définit le portefeuille des engagements pour la période allant de 2017 à 2020 et concrétise le Plan stratégique du PAM à l'appui du septième plan quinquennal et de l'action nationale à long terme menée pour réaliser l'ODD 2.
59. Le PSP s'appuie sur les résultats de l'examen stratégique et des évaluations de l'assistance apportée antérieurement par le PAM et sur des consultations menées avec le Gouvernement et les partenaires de développement. Il s'articule autour de quatre effets directs stratégiques et les produits et activités prioritaires connexes. L'accent est mis en grande partie sur l'ODD 2, mais les activités du PSP contribueront aussi à l'ODD 17 concernant les partenariats mis en place à l'appui des ODD et, au niveau des produits, à l'ODD 4 concernant la qualité de l'enseignement et à l'ODD 5 concernant la parité entre les sexes.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: les groupes vulnérables en milieu rural et en milieu urbain bénéficient d'actions nationales renforcées destinées à améliorer les indicateurs nutritionnels conformément aux cibles nationales d'ici à 2020 (Cible 2 de l'ODD 2)

60. Le Gouvernement est déterminé à réduire autant que possible toutes les formes de malnutrition conformément aux cibles fixées en matière de réduction du retard de croissance, de l'insuffisance pondérale et des carences en micronutriments. Cette action doit toutefois être accélérée. Les interventions axées sur la réalisation de cet effet direct misent sur l'assistance technique et le plaidoyer pour renforcer les initiatives nationales susceptibles d'améliorer les résultats

nutritionnels à grande échelle, comme les programmes de protection sociale et les interventions concernant spécifiquement la nutrition.

Domaines d'action privilégiés

61. Cet effet direct est centré sur les causes profondes.

Produits escomptés

62. Neuf produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- i) le programme national de développement en faveur des groupes vulnérables obtient de meilleurs résultats sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition des bénéficiaires;
- ii) les nouveaux programmes nationaux de prestations pour les enfants et les femmes vulnérables intègrent la dimension nutritionnelle, la couverture des zones urbaines et la réactivité face aux chocs;
- iii) des données fiables sur les résultats obtenus dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition par les programmes nationaux de protection sociale sont mises à disposition par le Bureau bangladais des statistiques;
- iv) des interventions nationales améliorées à dimension nutritionnelle ou spécifiquement axées sur la nutrition sont transposées à plus grande échelle par le Gouvernement et ses partenaires dans les zones urbaines et les zones rurales;
- v) le renforcement des pratiques d'alimentation complémentaire est placé au cœur d'une collaboration renforcée entre les principales parties prenantes;
- vi) les groupes ciblés reçoivent des messages sur la nutrition;
- vii) les entités des secteurs public et privé amplifient la demande et l'offre relatives à l'enrichissement du riz après la récolte;
- viii) une politique nationale d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle est adoptée et mise en œuvre;
- ix) le programme national d'alimentation scolaire est intensifié dans les zones rurales et urbaines exposées à la pauvreté.

Activités essentielles et priorités

63. *Activité 1: Assistance technique et plaidoyer visant à renforcer l'impact de certains filets de sécurité sur la sécurité alimentaire et la nutrition:*

- Le PAM continuera d'apporter une assistance technique au Ministère des affaires féminines et de l'enfance afin d'optimiser l'efficacité, l'efficacé et la gouvernance du programme de développement en faveur des groupes vulnérables, et il prônera et appuiera la transposition à plus grande échelle du modèle amélioré de ce programme, qui comporte une dimension nutritionnelle et une dimension promotionnelle.
- Le PAM mènera une action de plaidoyer auprès des ministères et des partenaires pertinents comme la Banque mondiale afin que les programmes de prestations pour les enfants et les femmes vulnérables relevant de la stratégie nationale de sécurité sociale: i) intègrent une dimension nutritionnelle dans la conception, le ciblage et le suivi; ii) profitent aux citoyens pauvres; iii) soient susceptibles de s'adapter rapidement face aux chocs. Le PAM appuiera la conception et la mise en œuvre de ces programmes en fournissant une assistance technique.
- Le PAM continuera d'apporter une assistance technique au Bureau bangladais de statistiques afin d'optimiser le ciblage des programmes et d'améliorer la disponibilité et la qualité des données relatives aux résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire et de nutrition par les programmes de protection sociale.

64. *Activité 2: Assistance technique et plaidoyer pour une meilleure nutrition.* En accord avec le partenariat Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants, le PAM mènera une action de plaidoyer avec la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé, la Banque mondiale et d'autres partenaires de développement afin que la nutrition demeure une priorité du Gouvernement et reste au cœur d'une action coordonnée, appuyée par la société civile et les partenaires de développement. En particulier, le PAM:
- mènera une action de plaidoyer et fournira une assistance technique en faveur de politiques et de programmes qui appuient la transposition à plus grande échelle des interventions associant la prévention et le traitement, l'accent étant mis sur le renforcement de la dimension nutritionnelle des programmes de protection sociale et sur les programmes conçus pour prévenir et traiter l'émaciation;
 - réalisera une analyse de la situation en matière d'alimentation complémentaire et recueillera, en collaboration avec les principales parties prenantes, des données factuelles relatives aux meilleurs moyens d'optimiser la qualité de l'alimentation complémentaire;
 - mènera une action de plaidoyer en collaboration avec des partenaires issus de différents secteurs, pour le lancement d'une campagne de communication à grande échelle allant de pair avec des interventions de communication sur le changement de comportement, en vue d'encourager l'adoption d'habitudes alimentaires saines et la diversification des régimes alimentaires, en particulier chez les adolescentes.
65. *Activité 3: Assistance technique et plaidoyer visant le développement de l'enrichissement du riz après la récolte.* Le PAM continuera de veiller à la qualité et à l'accessibilité économique du riz enrichi et d'encourager sa consommation, notamment chez les femmes en âge de procréer et les enfants en bas âge; pour ce faire, il utilisera les filets de sécurité et les circuits de distribution commerciaux. En partenariat avec la FAO et l'Initiative Micronutriments, le PAM plaidera aussi pour l'intégration des normes, réglementations et politiques dans les systèmes réglementaires et pour l'amélioration des capacités des partenaires du secteur et du Gouvernement, afin d'assurer une production et une offre durables.
66. *Activité 4: Conseils sur les politiques et assistance technique aux fins de l'intensification de l'alimentation scolaire.* Le PAM continuera de fournir une assistance technique au Ministère de l'enseignement primaire et de l'éducation de masse, en adoptant l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation et en recourant à la coopération Sud-Sud, aux fins suivantes:
- appuyer l'élaboration de la première politique nationale en matière d'alimentation scolaire et veiller à ce qu'elle comporte une dimension nutritionnelle;
 - appuyer le fonctionnement régulier – ciblage, mise en œuvre, suivi et reddition des comptes – du programme national d'alimentation scolaire dans les zones exposées à la pauvreté à mesure qu'il est étendu;
 - appuyer la transformation du programme de distribution de biscuits en un programme de repas scolaires, en éclairant les choix du Gouvernement quant à la conception, au financement et à l'expérimentation, en collaboration avec la FAO et l'UNICEF;
 - transférer au Gouvernement la responsabilité du programme d'alimentation scolaire du PAM d'ici à la mi-2018, sauf dans les zones où le PAM continue de jouer un rôle opérationnel (voir l'effet direct stratégique 2).

Effet direct stratégique 2: la sécurité alimentaire et la nutrition des populations les plus vulnérables de Cox's Bazar, de Chittagong Hill Tracts et des zones touchées par des catastrophes sont améliorées

67. Le district de Cox's Bazar et le district adjacent, Chittagong Hill Tracts, font partie de ceux où les indicateurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont les plus mauvais. Ils accueillent aussi une population mixte de réfugiés enregistrés, de personnes non enregistrées venant du Myanmar et de groupes ethniques, qui se heurte à des difficultés particulières pour accéder aux services sociaux, aux filets de sécurité et aux possibilités de développement. La migration des hommes en quête d'un emploi étant importante, les ménages dirigés par une femme sont courants

et particulièrement vulnérables face à l'insécurité alimentaire dans un contexte profondément conservateur où la circulation des femmes est limitée.

68. Dans le cadre des interventions en cas de crise, les actions menées au titre de cet effet direct concernent les zones considérées comme prioritaires par le PNUAD s'agissant de continuer de recevoir l'assistance directe des Nations Unies; l'assistance d'urgence en cas de catastrophes naturelles est également comprise.

Domaines d'action privilégiés

69. Cet effet direct se rattache aux interventions face à une crise.

Produits escomptés

70. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- i) les ménages les plus vulnérables résidant dans les camps de réfugiés et dans les sites de fortune de Cox's Bazar bénéficient de distributions générales de vivres au moyen de bons électroniques ciblés en fonction des besoins;
 - ii) les communautés ciblées par le PAM dans les camps et les communautés hôtes de Cox's Bazar bénéficient d'un programme d'assistance intégré englobant le soutien des moyens d'existence pour les femmes vulnérables, l'alimentation scolaire et un filet de sécurité nutritionnel;
 - iii) les communautés ciblées par le PAM dans Chittagong Hill Tracts bénéficient d'un programme d'assistance intégré englobant le soutien des moyens d'existence pour les femmes vulnérables, l'alimentation scolaire et un filet de sécurité nutritionnel;
 - iv) les populations ciblées par le PAM qui sont touchées par des catastrophes naturelles bénéficient de transferts de type monétaire ou de transferts de vivres leur permettant de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.

Activités essentielles et priorités

71. *Activité 5: Exécuter un programme d'assistance intégrée dans le district de Cox's Bazar.* Le PAM ciblera les ménages les plus vulnérables parmi les réfugiés, les personnes non enregistrées venant du Myanmar et la population hôte, qui bénéficieront d'un programme d'assistance intégré. Afin d'en optimiser l'impact, ce programme sera exécuté en concertation avec l'Organisation internationale pour les migrations, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'UNICEF. Conformément aux recommandations de la mission d'évaluation conjointe, le PAM:
- fournira une assistance alimentaire ciblée sous la forme de bons électroniques aux réfugiés enregistrés les plus vulnérables – renonçant pour la première fois à l'assistance généralisée – et aux réfugiés non enregistrés les plus vulnérables vivant dans des sites de fortune; l'assistance alimentaire sera fournie à ce groupe dans le but d'harmoniser les interventions;
 - assurera dans les communautés hôtes les plus vulnérables, dans les camps et dans les sites de fortune: i) un appui aux moyens d'existence en fournissant des moyens d'investir dans des activités génératrices de revenus, notamment des subsides et des formations³; ii) des activités d'alimentation scolaire; iii) des activités de prévention et de traitement de la malnutrition aiguë modérée ciblant les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes⁴;
 - contribuera au dialogue sur les politiques et au plaidoyer intéressant ces groupes de populations, sous la direction du Coordonnateur résident des Nations Unies.

³ Afin de renforcer leur autonomisation économique et sociale, les femmes vulnérables ciblées, organisées en groupes d'entraide, acquièrent des compétences commerciales de base et reçoivent des subsides pour investir dans des actifs productifs et une allocation mensuelle pour protéger leurs investissements pour une durée pouvant aller jusqu'à deux ans. À cela s'ajoute une formation aux compétences de la vie courante et des messages de communication destinés à faire changer les comportements en vue d'une meilleure nutrition.

⁴ Les actions de communication visant à faire évoluer les comportements sont menées dans le cadre de différentes plateformes en parallèle avec le programme de supplémentation alimentaire.

72. *Activité 6: Exécuter un programme d'assistance intégrée dans le district de Chittagong Hill Tracts.* Un programme d'assistance intégré analogue – appui aux moyens d'existence⁴, alimentation scolaire et soutien nutritionnel – sera exécuté dans les zones les plus vulnérables de Chittagong Hill Tracts dans le cadre de l'initiative de programmation conjointe des Nations Unies menée avec le Ministère chargé des affaires de Chittagong Hill et les Conseils de district de Hill, en collaboration avec la FAO et l'UNICEF.
73. *Activité 7: Fournir une assistance alimentaire dans les situations d'urgence.* Le PAM fournira une assistance d'urgence pour faire face aux besoins alimentaires pressants des ménages vulnérables touchés par des catastrophes. Cette assistance qui sera mise en œuvre en fonction des besoins viendra en complément des interventions du Gouvernement et des autres acteurs humanitaires et sera menée en coordination avec le module de la sécurité alimentaire⁵.

Effet direct stratégique 3: des approches novatrices visant à renforcer la résilience des ménages en situation d'insécurité alimentaire soumis à des perturbations et des chocs d'origine climatique sont validées d'ici à 2020 (Cible 4 de l'ODD 2)

74. Le Bangladesh est exposé aux perturbations et aux chocs d'origine climatique, qui compromettent gravement la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes les plus vulnérables. Il faut adopter des approches novatrices permettant de renforcer la résilience afin que les acquis en matière de moyens d'existence, de sécurité alimentaire et de nutrition ne soient pas continuellement perdus. Les interventions menées au titre de cet effet direct serviront à valider les approches susceptibles d'améliorer l'aptitude des ménages, des communautés et des systèmes à atténuer les perturbations et les chocs, à s'adapter à leurs effets et à s'en relever.

Domaines d'action privilégiés

75. Cet effet direct est centré sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

76. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- i) des données factuelles démontrant l'efficacité des approches novatrices expérimentées par le PAM pour renforcer la résilience sont recueillies et diffusées;
 - ii) les capacités locales de planification pour la réduction des risques de catastrophes sont renforcées dans les zones du sud-ouest ciblées par l'initiative *Nobo Jatra* (Nouveau départ) – un programme d'assistance de cinq ans mis en œuvre par World Vision en consortium avec le PAM et Winrock International et financé par l'Agency for International Development (États-Unis);
 - iii) les moyens d'existence des ménages vulnérables ciblés par *Nobo Jatra* dans les zones du sud-ouest sont diversifiés;
 - iv) les bénéficiaires de *Nobo Jatra* reçoivent des transferts monétaires avec l'appui du PAM;
 - v) l'adoption des éléments de *Nobo Jatra* qui ont donné de bons résultats est promue dans le cadre d'un dialogue mené avec les ministères concernés.

Activités essentielles et priorités

77. *Activité 8: Production de données factuelles relatives aux approches novatrices visant à renforcer la résilience.* Le PAM expérimentera des approches novatrices susceptibles de contribuer à la réduction et à la gestion des risques dans les zones exposées aux catastrophes comme le bassin fluvial du nord et la ceinture côtière méridionale. Ces approches comporteront probablement des dispositifs de micro-assurance pour les petits entrepreneurs et des modèles de financement fondés sur les prévisions à l'appui de filets de sécurité réactifs face aux chocs.

⁵ Le PSP prévoit l'intervention face à des urgences de petite et de moyenne envergure; une révision sera effectuée pour intégrer l'intervention face à une urgence de grande envergure si nécessaire.

78. Les ministères, les instituts de recherche, les établissements universitaires et les entreprises du secteur privé seront associés à cette activité; des partenariats seront établis avec la FAO et le FIDA. Des données factuelles concernant l'efficacité et les trajectoires d'impact des approches seront systématiquement collectées, et la concertation sur les politiques favorisera l'assimilation des résultats de la recherche.
79. *Activité 9 – Nobo Jatra.* Entre 2016 et 2020, le PAM participera à ce programme mis en œuvre dans quatre sous-districts du sud-ouest du pays. L'approche intégrée adoptée dans le programme pour améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience s'attaque aux causes directes ou profondes de l'insécurité alimentaire, notamment l'accès économique, l'autonomisation des femmes, les interventions spécifiquement axées sur la nutrition et les interventions à dimension nutritionnelle et la réduction des risques de catastrophe au niveau des communautés. En particulier, le PAM:
- renforcera la sensibilisation et les capacités des autorités locales et des communautés en matière de réduction des risques de catastrophe et d'analyse de la situation, de planification et de mise en œuvre au niveau communautaire;
 - mettra en œuvre un programme de soutien des moyens d'existence⁵, qui complétera l'action du consortium *Nobo Jatra*;
 - gèrera les transferts monétaires destinés aux personnes qui bénéficient de l'aide d'autres membres du consortium conduisant des activités nutritionnelles assorties de conditions;
 - créera des liens à haut niveau et animera des débats sur l'efficacité du programme avec le Ministère des affaires féminines et de l'enfance et le Ministère de la gestion des catastrophes et des secours.

Effet direct stratégique 4: le système d'intervention humanitaire en cas de catastrophes naturelles de grande ampleur au Bangladesh est en mesure de réagir face à la situation avec des coûts et des délais réduits

80. Les études montrent que l'investissement dans la préparation offre plusieurs avantages⁶ car la préparation: i) réduit les délais d'intervention, ce qui permet ensuite de sauver des vies et de protéger les moyens d'existence; ii) contribue à préserver les investissements antérieurs, à protéger les acquis en matière de développement et à réduire les coûts en optimisant le rapport coût-efficacité. Les interventions visant la réalisation de cet effet direct seront mises en œuvre en partenariat avec le Ministère de la gestion des catastrophes et des secours afin de renforcer les capacités de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise de grande ampleur, notamment les séismes en zone urbaine.

Domaines d'action privilégiés

81. Cet effet direct est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

82. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- i) la chaîne d'approvisionnement en cas d'urgence du Ministère de la gestion des catastrophes et des secours est optimisée;
 - ii) une zone de regroupement du matériel humanitaire est mise en place;
 - iii) les mécanismes de coordination d'urgence pour la logistique et la sécurité alimentaire sont renforcés.

⁶ http://vam.wfp.org/CountryPage_assessments.aspx?iso3=BGD.

Activités essentielles et priorités

83. *Activité 10: Renforcement des capacités d'intervention en situation d'urgence.* Le PAM aidera le Ministère de la gestion des catastrophes et des secours à renforcer sa chaîne d'approvisionnement en cas d'urgence et à mettre en place une zone de regroupement du matériel dans un site adéquat et résistant aux séismes afin de faciliter la réception et l'acheminement de l'assistance humanitaire lors d'une situation d'urgence de grande ampleur.
84. *Activité 11: Diriger le module de la logistique et co-diriger le module de la sécurité alimentaire.* Le PAM continuera d'être le chef de file du module de la logistique et de co-diriger celui de la sécurité alimentaire en vue d'optimiser les capacités de préparation des partenaires et les mécanismes de coordination. Il s'agira notamment de conduire des formations et d'organiser des simulations sous les auspices du Ministère de la gestion des catastrophes et des secours afin que les exigences de la coordination en cas d'intervention d'urgence de grande ampleur soient bien comprises de tous.

3.3 Transition et stratégies de retrait

85. Le présent PSP appuie des programmes pris en charge et mis en œuvre par le pays, et l'assistance opérationnelle directe du PAM diminuera en conséquence: par exemple, la responsabilité du programme d'alimentation scolaire du PAM sera transférée au Gouvernement d'ici à la mi-2018. Les interventions menées dans les districts de Cox's Bazar et de Chittagong Hill Tracts aux fins de la réalisation de l'effet direct stratégique 2 se poursuivront jusqu'à ce que les systèmes publics relatifs aux services sociaux, aux filets de sécurité et aux possibilités de développement soient accessibles dans ces zones et que des solutions durables à la situation des réfugiés soient mises en œuvre; les activités de plaidoyer conduites par le PAM et d'autres organismes des Nations Unies devraient contribuer à ces résultats.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

86. La réorientation de l'assistance technique vers l'amont, à l'appui des initiatives nationales, laisse penser que le PAM contribuera à l'amélioration des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sur une grande échelle. L'action menée par le PAM, notamment pour obtenir l'effet direct stratégique 1, profitera ainsi aux 1,5 million de femmes vulnérables – 7,5 millions de personnes si l'on compte les membres de leurs ménages – qui recevront une assistance au titre du programme de développement en faveur des groupes vulnérables pendant la durée du PSP et aux 2,5 millions d'enfants bénéficiant du programme d'alimentation scolaire national. Le Gouvernement a déclaré qu'il entendait développer les deux programmes, et l'appui apporté aux nouveaux programmes de prestations pour les enfants et les femmes vulnérables et au projet de campagne nationale en faveur de la nutrition devrait profiter à des millions d'autres personnes.
87. Le tableau 1 montre que seules 6 des 11 activités prévues supposent du PAM l'apport d'un appui direct aux bénéficiaires. Les bénéficiaires de l'activité 5 dans Cox's Bazar comptent pour la moitié du nombre total de bénéficiaires; cette proportion augmentera au fil du temps.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES DE TRANSFERTS DE VIVRES ET DE TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ									
Effet direct stratégique	Activité	Description	Vivres/transfe rts de type monétaire	Nombre de bénéficiaires					% de femmes et de filles
				2017	2018	2019	2020	Nombre total*	
1	4	Alimentation scolaire du PAM	Vivres et transferts de type monétaire	286 000	114 000			288 000	51
2	5	Distribution générale (camps)	Transferts de type monétaire	34 000	24 500	25 250	26 000	34 000	51
		Distribution générale (sites de fortune)	Transferts de type monétaire		15 000	15 500	15 900	15 900	51
		Alimentation scolaire du PAM	Vivres	341 200	164 200	167 300	170 400	350 400	51
		Appui nutritionnel	Vivres	45 700	46 500	46 900	47 300	127 000	85
		Soutien des moyens d'existence	Transferts de type monétaire	48 000	48 000	53 000	53 000	106 000	51
	6	Alimentation scolaire du PAM	Vivres et transferts de type monétaire	66 600	66 600	66 600	66 600	66 600	51
		Appui nutritionnel	Vivres		3 000	5 000	7 300	13 400	85
		Soutien des moyens d'existence	Transferts de type monétaire		7 500	7 500	7 500	7 500	51
	7	Assistance d'urgence	Vivres et transferts de type monétaire	100 000	100 000	100 000	100 000	400 000	51
3	8	Production de données factuelles	Transferts de type monétaire	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	51
	9	Soutien des moyens d'existence	Transferts de type monétaire	35 000	35 000			70 000	51
		Transferts monétaires	Transferts de type monétaire	59 000	59 000	59 000	29 500	118 000	51
TOTAL*				1 021 500	685 300	546 050	523 500	1 542 800	57

* Hors double comptage des bénéficiaires

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

88. Le tableau 2 montre que 64 pour cent de la valeur totale des transferts sont imputables aux transferts de type monétaire; on trouvera à l'annexe III les rations alimentaires proposées. Le PAM continuera de recourir à des modalités de transfert novatrices comme par exemple les bons électroniques à code biométrique et le transfert d'espèces au moyen de téléphone portable, et étudiera d'autres modalités à mesure que s'étend l'inclusion financière.

TABLEAU 2: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de vivres/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	58 210	22 020 898
Légumes secs	966	878 200
Huile et matières grasses	593	415 293
Aliments composés et mélanges	6 631	5 582 674
Autre	850	1 294 550
Total des produits alimentaires	67 250	30 191 614
Transfert de type monétaire (en dollars)		54 503 301
TOTAL		84 694 916

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

89. Le renforcement des capacités est l'élément central du présent PSP: deux effets directs lui sont consacrés. La coopération Sud-Sud sera promue, par exemple dans le cadre d'échanges sur l'alimentation scolaire avec le Centre d'excellence du PAM au Brésil. Le PAM étudiera aussi les possibilités de mettre en valeur au profit d'autres pays les programmes de protection sociale du Bangladesh et ses compétences en matière d'enrichissement du riz après la récolte, en recourant aux échanges Sud-Sud et à d'autres mécanismes.

4.3 Partenariats

90. Le PAM maintiendra ses relations avec le Ministère des affaires féminines et de l'enfance, le Ministère de l'enseignement primaire et de l'éducation de masse, le Ministère de la gestion des catastrophes et des secours et la Commission de la planification et développera des relations de haut niveau avec les ministères des finances, de la protection sociale, de l'alimentation et de la santé et de la protection de la famille.
91. Le PAM se concertera avec le Gouvernement et les partenaires du développement au sein de groupes consultatifs locaux concernant les secteurs de la réduction de la pauvreté, de la sécurité alimentaire, de la préparation aux situations d'urgence, de la problématique hommes-femmes et des questions urbaines. Un objectif majeur du PSP sera d'optimiser la collaboration des parties prenantes afin d'améliorer les programmes de protection sociale et de nutrition; le PAM continuera d'adhérer au mouvement Renforcer la nutrition.
92. D'une manière générale, la coordination et les partenariats opérationnels avec les organismes des Nations Unies, notamment la FAO, sont essentiels. Les activités du PAM dans les districts de Cox's Bazar et de Chittagong Hill Tracts seront mises en œuvre dans le contexte de la programmation conjointe multisectorielle des Nations Unies afin de renforcer les synergies et l'impact.
93. Le PAM collaborera avec des instituts de recherche et des établissements universitaires renommés pour produire des données factuelles, et poursuivra ses partenariats avec le FIDA, la Banque mondiale et le Bureau bangladais de statistique s'agissant de cartographier la pauvreté et la dénutrition.

94. Les relations du PAM avec les ONG vont des partenariats opérationnels jusqu'à des partenariats stratégiques comme celui établi avec le BRAC. En qualité de co-chef de file du module de la sécurité alimentaire et de chef de file du module de la logistique, le PAM aidera à optimiser la coordination et le partage des connaissances entre les ONG nationales et internationales.
95. Le PAM élargira sa collaboration avec les entreprises du secteur privé afin d'accroître la disponibilité de riz enrichi, de promouvoir l'information nutritionnelle et de mettre en place des mécanismes pilotes de micro-assurance, tout en gardant présent à l'esprit le risque de conflits d'intérêt.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

96. Le plan de gestion de la performance du bureau de pays, qui est cohérent avec le Cadre de résultats institutionnels du PAM, servira de cadre aux activités de suivi et d'évaluation. Des ressources suffisantes ont été inscrites au budget à cet effet.
97. Compte tenu de l'accent mis par le PAM sur l'assistance technique, la participation à l'élaboration des politiques, la production de données factuelles et le plaidoyer visant à optimiser les résultats des initiatives nationales, l'analyse de ses contributions spécifiques permettra de déterminer l'efficacité globale de son action, en particulier pour ce qui concerne les effets directs stratégiques 1, 3 et 4.
98. L'effet direct stratégique 2 supposant une assistance directe, un suivi rigoureux des effets directs sera mis en œuvre. Les enquêtes sur les effets directs menées au début, à mi-parcours et à la fin de l'intervention seront conduites à l'aide de méthodes adaptées à chaque indicateur. Les constatations serviront de base aux examens périodiques de la mise en œuvre du PSP réalisés par le PAM et ses partenaires pour apporter les adaptations nécessaires.
99. Le PSP fera l'objet d'une évaluation indépendante par le Bureau de l'évaluation, conformément au système d'assurance qualité des évaluations du PAM.

5.2 Gestion des risques

Risques contextuels

100. Le PAM assurera le suivi des risques liés au contexte comme par exemple les catastrophes naturelles, l'instabilité politique ou la volatilité économique en vue de planifier des mesures d'atténuation adaptées au niveau de risque. Le PAM privilégiera le développement à long terme mais interviendra dans les situations d'urgence le cas échéant.

Risques programmatiques

101. Il règne une certaine incertitude quant à ce que prévoit le Gouvernement pour traiter la question des personnes sans papiers venant du Myanmar, notamment après l'établissement de listes de personnes appartenant à ce groupe de population, qui est ciblée par le PAM dans Cox's Bazar. Le PAM continuera de suivre la situation, de participer aux réunions de coordination qui sont organisées régulièrement pour Cox's Bazar et de plaider avec ses partenaires du développement en faveur de solutions acceptables.
102. Les capacités des ONG locales présentes dans les districts de Cox's Bazar et de Chittagong Hill Tracts sont limitées et seront sollicitées de manière excessive à mesure que les programmes conjoints des Nations Unies s'étendront: les risques liés à la qualité et aux délais d'exécution du programme s'en trouveront amplifiés. Le PAM évaluera de manière rigoureuse les ONG susceptibles de devenir des partenaires avant de conclure des accords, exhortera les partenaires du développement à conduire une action collective pour renforcer les capacités des ONG locales, et fera appel à des ONG internationales afin qu'elles fournissent un soutien technique ponctuel le cas échéant pour développer les capacités des partenaires nationaux.

Risques institutionnels

103. Les risques liés à la sécurité ont récemment augmenté, particulièrement du fait de groupes militants, ce qui pourrait avoir des incidences négatives sur le personnel et les opérations. Les

plans d'intervention d'urgence comporteront des mesures d'atténuation destinées à optimiser la continuité des opérations et des fonctions, et le PAM collaborera avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies afin que des mesures adéquates soient prises pour assurer la sécurité du personnel et des bureaux du PAM.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

104. Le budget requis pour mettre en œuvre le présent PSP d'une durée de 46 mois s'élève à 201,6 millions de dollars. Le renforcement des capacités relevant des effets directs stratégiques 1 et 4 représente 30 pour cent du montant total. L'élément le plus important – 53 pour cent – correspond à l'assistance opérationnelle directe du PAM en relation avec l'effet direct stratégique 2. Les besoins devraient diminuer après 2018 à mesure que certaines activités prennent fin.

Effet direct stratégique	2017	2018	2019	2020	Total
1	16 504 487	11 503 006	9 012 722	8 816 700	45 836 914
2	21 544 648	27 050 982	30 576 459	27 228 695	106 400 783
3	10 939 393	11 654 857	7 938 604	4 631 000	35 163 854
4	2 746 446	7 206 406	3 434 454	834 152	14 221 458
TOTAL	51 734 973	57 415 251	50 962 239	41 510 547	201 623 010

6.2 Perspectives de financement

105. Durant la période 2014-2015, une somme de 8,8 milliards de dollars a été allouée à la promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Bangladesh – 57 pour cent à la disponibilité, 41 pour cent à l'accès et 2 pour cent à l'utilisation; 63 pour cent des ressources ont été fournies par le Gouvernement, qui a financé en priorité les initiatives relatives à la disponibilité et à l'accès. Le restant a été financé par les partenaires du développement, qui ont alloué la plus grande partie des ressources aux programmes de promotion de l'utilisation.
106. Le coût du portefeuille du PSP correspond au niveau effectif des ressources de ces dernières années. L'activité 9 – 22 millions de dollars – est intégralement financée, et selon les prévisions, le niveau des contributions sera le même pour toutes les activités, à l'exception des nouvelles interventions relatives à la nutrition et la résilience des activités 2 et 8, pour lesquelles on mènera des activités de mobilisation des ressources spécifiques.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

107. L'exécution du présent PSP nécessitera un soutien financier régulier pour garantir une exécution harmonieuse à l'appui de la réalisation des effets directs stratégiques.
108. Le PAM élaborera une stratégie de mobilisation des ressources et plaidera en faveur de modalités de financement souples et de longue haleine auprès des donateurs traditionnels, du Gouvernement bangladais – qui fournira des contributions en nature – du secteur privé et d'autres donateurs. Les partenariats avec les fondations et les banques de développement seront renforcés, et on s'efforcera d'obtenir une assistance technique en nature de la part des entreprises privées.
109. Le PAM élaborera également une stratégie de communication afin d'exposer clairement aux parties prenantes le rôle que joue le PAM et la valeur ajoutée qu'il apporte pour aider le Bangladesh à atteindre l'ODD 2. Des informations et des données factuelles sur les progrès réalisés pour parvenir aux résultats prévus seront communiquées régulièrement.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE BANGLADESH (2017–2020)

Texte librement rédigé par le bureau de pays

Éléments du Plan stratégique

Catégories et indicateurs du
Cadre de résultats institutionnels

Pays: Bangladesh

Date de démarrage du PSP: 03/2017 Date d'achèvement du PSP: 12/2020

CADRE LOGIQUE
But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i>
Objectif stratégique 2: <i>Améliorer la nutrition</i>
Résultat stratégique 2: <i>Personne ne souffre de malnutrition (Cible 2 de l'ODD 2)</i>
<p>Cibles nationales des ODD et indicateurs</p> <p>Priorités nationales</p> <p>02: Réduction de la pauvreté: réduction de la pauvreté et des inégalités dans l'ensemble des groupes et des régions</p> <p>05: Santé: amélioration durable de la santé, y compris de la santé de la procréation et du planning familial, en particulier pour les groupes vulnérables</p> <p>09: Problématique hommes-femmes et égalité: parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles</p> <p>Indicateurs nationaux correspondant aux ODD</p> <ul style="list-style-type: none"> ~ Proportion de la population vivant en dessous du seuil national d'extrême pauvreté: i) en milieu rural et ii) en milieu urbain. Cible nationale: réduction de 11,3 % à 8 % d'ici à 2020 ~ Proportion du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans. Cible nationale: réduction de 32 % à 25 % d'ici à 2020 ~ Proportion d'enfants de moins de 6 mois qui sont exclusivement nourris au sein. Cible nationale: augmentation de 58 % à 65 % d'ici à 2020
<p>Effet direct du PNUAD</p> <p>3. Accroissement des possibilités, en particulier pour les femmes et les groupes défavorisés, de contribuer au progrès économique et d'en bénéficier</p>

CADRE LOGIQUE	
<p>Effet direct stratégique 1 Les groupes vulnérables en milieu rural et en milieu urbain bénéficient d'actions nationales renforcées destinées à améliorer les indicateurs nutritionnels conformément aux cibles nationales d'ici à 2020 (Cible 2 de l'ODD 2)</p> <p>Dimension nutritionnelle</p>	<p>Catégorie d'effet direct correspondante: 2.3 Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel</p> <p>Indicateurs d'effet direct 2.3.1 Score de capacité Faim zéro</p>
<p>Produit 1.1 Le programme national de développement en faveur des groupes vulnérables obtient de meilleurs résultats sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition des bénéficiaires</p>	<p>Catégorie de produit correspondante: C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p>
<p>Produit 1.2 Les nouveaux programmes nationaux de prestations pour les enfants et les femmes vulnérables intègrent la dimension nutritionnelle, la couverture des zones urbaines et la réactivité face aux chocs</p>	<p>Catégorie de produit correspondante: C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p>
<p>Produit 1.3 Des données fiables sur les résultats obtenus dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition par les programmes nationaux de protection sociale sont mises à disposition par le Bureau bangladais des statistiques</p>	<p>Catégorie de produit correspondante: C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p>
<p>Produit 1.4 Des interventions nationales améliorées à dimension nutritionnelle ou spécifiquement axées sur la nutrition sont transposées à plus grande échelle par le Gouvernement et ses partenaires dans les zones urbaines et les zones rurales</p>	<p>Catégorie de produit correspondante: J. Réformes de fond identifiées/préconisées</p>
<p>Produit 1.5 Le renforcement des pratiques d'alimentation complémentaire est placé au cœur d'une collaboration renforcée entre les principales parties prenantes</p>	<p>Catégorie de produit correspondante: J. Réformes de fond identifiées/préconisées</p>
<p>Produit 1.6 Les groupes ciblés reçoivent des messages sur la nutrition</p>	<p>Catégorie de produit correspondante: E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p>
<p>Produit 1.7 Les entités des secteurs public et privé amplifient la demande et l'offre relatives à l'enrichissement du riz après la récolte</p>	<p>Catégorie de produit correspondante: J. Réformes de fond identifiées/préconisées</p>
<p>Produit 1.8 Une politique nationale d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle est adoptée et mise en œuvre</p>	<p>Catégorie de produit correspondante: J. Réformes de fond identifiées/préconisées</p>
<p>Produit 1.9 Le programme national d'alimentation scolaire est intensifié dans les zones rurales et urbaines exposées à la pauvreté</p>	<p>Catégorie de produit correspondante: C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p>
<p>Activité 1 Assistance technique et plaidoyer visant à renforcer l'impact de certains filets de sécurité sur la sécurité alimentaire et la nutrition</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante: 9 Renforcement des capacités institutionnelles</p>

CADRE LOGIQUE	
<i>Activité 2 Assistance technique et plaidoyer pour une meilleure nutrition</i>	Catégorie d'activité correspondante: 9 Renforcement des capacités institutionnelles
<i>Activité 3 Assistance technique et plaidoyer visant le développement de l'enrichissement du riz après la récolte</i>	Catégorie d'activité correspondante: 9 Renforcement des capacités institutionnelles
<i>Activité 4 Conseils sur les politiques et assistance technique aux fins de l'intensification de l'alimentation scolaire</i>	Catégorie d'activité correspondante: 9 Renforcement des capacités institutionnelles
But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro	
Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation	
Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)	
Cibles nationales des ODD et indicateurs	
Priorités nationales	
02: Réduction de la pauvreté	
05: Santé	
09: Problématique hommes-femmes et égalité	
Indicateurs nationaux correspondant aux ODD	
~ Proportion de la population vivant en dessous du seuil national d'extrême pauvreté: i) en milieu rural et ii) en milieu urbain. Cible nationale: Réduction de 11,3 % à 8 % d'ici à 2020	
~ Proportion du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans. Cible nationale: Réduction de 32 % à 25 % d'ici à 2020	
~ Proportion d'enfants de moins de 6 mois qui sont exclusivement nourris au sein. Cible nationale: Augmentation de 58 % à 65 % d'ici à 2020	
Priorités/effets directs du PNUAD	
2. Amélioration de la gestion de l'environnement naturel et bâti, l'accent étant mis sur l'amélioration de la viabilité et le renforcement de la résilience au profit des personnes et des groupes vulnérables	
3. Accroissement des possibilités, en particulier pour les femmes et les groupes défavorisés, de contribuer au progrès économique et d'en bénéficier	

CADRE LOGIQUE	
<p>Effet direct stratégique 2 La sécurité et la nutrition des populations les plus vulnérables de Cox's Bazar, de Chittagong Hill Tracts et des zones touchées par des catastrophes sont améliorées</p> <p>Dimension nutritionnelle</p>	<p>Catégorie d'effet direct correspondante:</p> <p>1.1 Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante</p> <p>Indicateurs d'effet direct</p> <p>1.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille</p> <p>1.1.2 Indice des stratégies de survie</p> <p>1.1.4 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs</p> <p>1.1.5 Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes</p> <p>1.1.6 Score de consommation alimentaire – nutrition</p> <p>1.1.7 Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable</p> <p>(Spécifique au pays) Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture, nutrition)</p> <p>(Spécifique au pays) Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération, de mortalité, d'abandon du traitement et de non-réaction au traitement</p> <p>(Spécifique au pays) Taux de fréquentation dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM</p> <p>(Spécifique au pays) Taux de poursuite des études dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM</p>
<p>Produit 2.1 Les ménages les plus vulnérables résidant dans les camps de réfugiés et les sites de fortune de Cox's Bazar bénéficient de distributions générales de vivres au moyen de bons électroniques ciblés en fonction des besoins</p>	<p>Catégorie de produit correspondante:</p> <p>A.2 Ressources non assorties de conditions transférées</p>
<p>Produit 2.2 Les communautés ciblées par le PAM dans les camps et les communautés hôtes de Cox's Bazar bénéficient d'un programme d'assistance intégré englobant le soutien des moyens d'existence pour les femmes vulnérables, l'alimentation scolaire et un filet de sécurité nutritionnel</p>	<p>Catégorie de produit correspondante:</p> <p>A.1 Ressources assorties de conditions transférées</p> <p>E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p> <p>B. Aliments nutritifs fournis</p>

CADRE LOGIQUE	
Produit 2.3 Les communautés ciblées par le PAM dans le district de Chittagong Hill Tracts bénéficient d'un programme d'assistance intégré englobant le soutien des moyens d'existence pour les femmes vulnérables, l'alimentation scolaire et un filet de sécurité nutritionnel	Catégorie de produit correspondante: A.1 Ressources assorties de conditions transférées E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées B. Aliments nutritifs fournis
Produit 2.4 Les populations ciblées par le PAM qui sont touchées par des catastrophes naturelles bénéficient de transferts de type monétaire ou de transferts de vivres leur permettant de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base	Catégorie de produit correspondante: A.1 Ressources assorties de conditions transférées
Activité 5 Exécuter un programme d'assistance intégrée dans le district de Cox's Bazar	Catégorie d'activité correspondante: 1 Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture 2 Création d'actifs et appui aux moyens d'existence 4 Repas scolaires 5 Traitement nutritionnel
Activité 6 Exécuter un programme d'assistance intégrée dans le district de Chittagong Hill Tracts	Catégorie d'activité correspondante: 1 Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture 2 Création d'actifs et appui aux moyens d'existence 4 Repas scolaires 5 Traitement nutritionnel
Activité 7 Fournir une assistance alimentaire dans les situations d'urgence	Catégorie d'activité correspondante: 1 Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture

CADRE LOGIQUE	
But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i>	
Objectif stratégique 3: <i>Assurer la sécurité alimentaire</i>	
Résultat stratégique 4: <i>Les systèmes alimentaires sont durables (Cible 4 de l'ODD 2)</i>	
<p>Cibles nationales des ODD et indicateurs</p> <p>Priorités nationales</p> <p>02: Réduction de la pauvreté</p> <p>05: Santé</p> <p>09: Problématique hommes-femmes et égalité</p> <p>10: Environnement, changement climatique et gestion des catastrophes: l'environnement est préservé et protégé de la dégradation, et des stratégies de gestion des catastrophes, d'adaptation aux effets du changement climatique et d'atténuation de ceux-ci sont en place</p> <p>Indicateurs nationaux correspondant aux ODD</p> <ul style="list-style-type: none"> ~ Proportion de la population vivant en dessous du seuil national d'extrême pauvreté: i) en milieu rural et ii) en milieu urbain. Cible nationale: Réduction de 11,3 % à 8 % d'ici à 2020 ~ Proportion du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans. Cible nationale: Réduction de 32 % à 25 % d'ici à 2020 ~ Nombre de communautés rurales dont les membres et les actifs sont résilients face aux catastrophes. Cible nationale: Augmentation du nombre de communautés de 18 000 à 25 000 d'ici à 2020 	
<p>Priorités/effets directs du PNUAD</p> <p>2. Amélioration de la gestion de l'environnement naturel et bâti, l'accent étant mis sur l'amélioration de la viabilité et le renforcement de la résilience au profit des personnes et des groupes vulnérables</p> <p>3. Accroissement des possibilités, en particulier pour les femmes et les groupes défavorisés, de contribuer au progrès économique et d'en bénéficier</p>	
<p>Effet direct stratégique 3 Des approches novatrices visant à renforcer la résilience des ménages en situation d'insécurité alimentaire soumis à des perturbations et des chocs d'origine climatique sont validées d'ici à 2020 (Cible 4 de l'ODD 2)</p>	<p>Catégorie d'effet direct correspondante:</p> <p>4.1 Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres</p> <p>Indicateurs d'effet direct</p> <p>4.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille</p> <p>4.1.2 Indice des stratégies de survie</p> <p>4.1.6 Proportion des communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée</p> <p>(Spécifique au pays) Nombre d'approches novatrices visant à renforcer la résilience mises à l'essai</p>

CADRE LOGIQUE	
Produit 3.1 Des données factuelles démontrant l'efficacité des approches novatrices expérimentées par le PAM pour renforcer la résilience sont recueillies et diffusées	Catégorie de produit correspondante: G. Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités
Produit 3.2 Les capacités locales d'établir de planification pour la réduction des risques de catastrophes sont renforcées dans les zones du sud-ouest ciblées par l'initiative <i>Nobo Jatra</i>	Catégorie de produit correspondante: C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Produit 3.3 Les moyens d'existence des ménages vulnérables ciblés par <i>Nobo Jatra</i> dans les zones du sud-ouest sont diversifiés	Catégorie de produit correspondante: A.2 Ressources assorties de conditions transférées
Produit 3.4 Les bénéficiaires de <i>Nobo Jatra</i> reçoivent des transferts monétaires avec l'appui du PAM	Catégorie de produit correspondante: A.2 Ressources assorties de conditions transférées
Produit 3.5 L'adoption des éléments de <i>Nobo Jatra</i> qui ont donné de bons résultats est promue dans le cadre d'un dialogue mené avec les ministères concernés	Catégorie de produit correspondante: J. Réformes de fond identifiées/préconisées
Activité 8 Production de données factuelles relatives aux approches novatrices visant à renforcer la résilience	Catégorie d'activité correspondante: 3 Adaptation au changement climatique et gestion des risques
Activité 9 Mise en œuvre de <i>Nobo Jatra</i>	Catégorie d'activité correspondante: 2 Création d'actifs et appui aux moyens d'existence 3 Adaptation au changement climatique et gestion des risques
But stratégique 2: <i>Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD</i>	
Objectif stratégique 4: <i>Appuyer la mise en œuvre des ODD</i>	
Résultat stratégique 5: <i>Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (Cible 9 de l'ODD 17)</i>	
Cibles nationales des ODD et indicateurs	
Priorité nationale: 10	
Indicateurs nationaux correspondant aux ODD: En cours d'élaboration	
Priorités/effets directs du PNUAD	
2. Amélioration de la gestion de l'environnement naturel et bâti, l'accent étant mis sur l'amélioration de la viabilité et le renforcement de la résilience au profit des personnes et des groupes vulnérables	

CADRE LOGIQUE	
Effet direct stratégique 4 Le système d'intervention humanitaire en cas de catastrophes naturelles de grande ampleur au Bangladesh est en mesure de réagir face à la situation avec des coûts et des délais réduits (Cible 9 de l'ODD 17)	<p>Catégorie d'effet direct correspondante: 5.2 Satisfaction de la demande des partenaires concernant la prestation de services de qualité</p> <p>Indicateur d'effet direct 5.2.1 Taux de satisfaction des usagers</p>
Produit 4.1 La chaîne d'approvisionnement en cas d'urgence du Ministère de la gestion des catastrophes et des secours est optimisée	<p>Catégorie de produit correspondante: C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p>
Produit 4.2 Une zone de regroupement du matériel humanitaire est mise en place	<p>Catégorie de produit correspondante: L. Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés</p>
Produit 4.3 Les mécanismes de coordination d'urgence pour la logistique et la sécurité alimentaire sont renforcés	<p>Catégorie de produit correspondante: M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés</p>
Activité 10 Renforcement des capacités d'intervention en situation d'urgence	<p>Catégorie d'activité correspondante: 11 Préparation aux situations d'urgence</p>
Activité 11 Diriger le module de la logistique et co-diriger le module de la sécurité alimentaire	<p>Catégorie d'activité correspondante: 11 Préparation aux situations d'urgence</p>
<p><i>Résultats transversaux</i></p> <p>C.1 Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences</p> <p>C.2 Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité</p> <p>C.3 L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM</p> <p>C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement</p>	

ANNEXE II

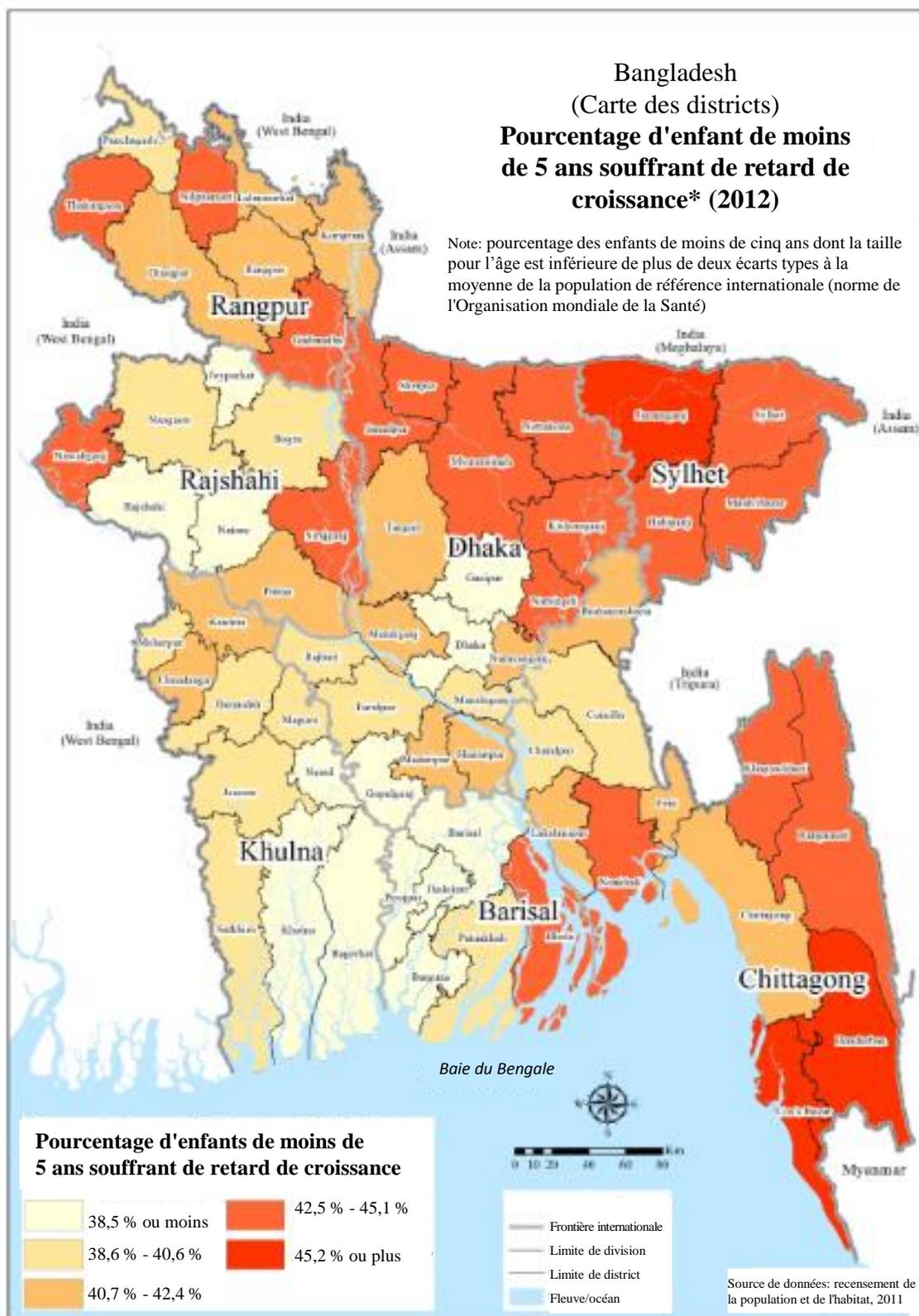
VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS (<i>en dollars</i>)					
	Résultat stratégique 2 (cible 2 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 1 (cible 1 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 4 (cible 4 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 5 (cible 9 de l'ODD 17)	Total
Effet direct stratégique du PAM	1	2	3	4	
Transferts	33 763 659	78 987 660	25 437 388	12 094 599	150 283 306
Mise en œuvre	5 634 518	12 050 718	4 828 578	168 424	22 682 238
Coûts d'appui directs ajustés (%)	3 440 060	8 401 607	2 597 449	1 028 059	15 467 176
Total partiel	42 838 238	99 439 984	32 863 415	13 291 082	188 432 720
Coûts d'appui indirects (7 %)	2 998 677	6 960 799	2 300 439	930 376	13 190 290
TOTAL	45 836 914	106 400 783	35 163 854	14 221 458	201 623 010

ANNEXE III

RATIONS ALIMENTAIRES ET VALEURS DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ											
Effet direct stratégique	1 et 2		2							2 et 3	
Activité	4, 5 et 6	4 et 6	5	5 et 6	5 et 6	5 et 6	7	7	5	5, 6, 8 et 9	5, 6, 8 et 9
Type de bénéficiaire	Écoliers	Écoliers (repas chaud)	Écoliers (une fois par an)	Enfants d'âge préscolaire	Femmes enceintes et mères allaitantes	Enfants de moins de 5 ans	Ménages	Ménages	Ménages de réfugiés dans des camps ou des sites de fortune	Femmes (indemnité de subsistance mensuelle)	Femmes (subside)
Céréales		90						450			
Légumes secs		25						60			
Huile		12			20			25			
Biscuits enrichis	75			50			375				
SuperCereal					225						
SuperCereal Plus						200					
Dattes			400								
Total kcal/jour	375	516	980	250	1 035	787	1 865	2 045			
Espèces (<i>dollars/personne/jour</i>)		0,13						0,34	0,37	0,09	38
Nombre de jours d'alimentation par an	240	200	Ponctuel	288	365	365	3	90	365	365	Ponctuel

ANNEXE IV

Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans au Bangladesh en 2012



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ODD	Objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance